

A.G.E.T. –Canal Historique

Essais d'une rétrospective de l'Association Générale des Etudiants de Toulouse.

Par **Volen KATOPTITSA**

« ici, si tu cognes tu gagnes, même les mémés aiment la castagne,... » Nougaro

Avant propos

Certains militants regardent avec dédain l'histoire de l'AGET avant la période glorieuse de la FSE, c'est une erreur. L'utilité d'une histoire de l'AGET se justifie d'une part par le fait que l'AGET FSE est le résultat d'une longue évolution. L'AGET-FSE était en effet déjà en germe dans l'AGET de 1886. Aussi oublier l'histoire de l'AGET signifierait oublier les impasses passées et se condamner à les refaire.

D'autre part l'utilité d'une telle histoire est-elle vraiment à justifier quant la plupart des vieux militants s'en vont vers d'autres activités et que de nouveaux syndiqués, toujours plus nombreux chaque années, ne font pas toujours l'effort d'interroger les anciens sur l'histoire de l'association. Une histoire de l'AGET permet ainsi de perpétuer l'identité de l'Association et de donner les cadres mémoriels, nécessaires à la formation de nouveaux militants.

Cette histoire est une arme de lutte, issue de la réappropriation et de la réorientation de techniques apprises à l'université. Chaque étudiant, quelque soit sa discipline est ainsi à même de produire les munitions dont il a besoin dans ses combats.

Cependant, en deux semaines, les puristes seront d'accord, il n'est pas possible de faire une véritable enquête *historique* sur un sujet aussi vaste. Il ne s'agit donc pas donc d'une *histoire*, mais bien d'une rétrospective, plus proche d'un corpus de documents ou d'un recueil d'informations que d'une véritable enquête historique répondant à une problématique bien précise. C'est un travail de deuxième voire de troisième main. Ceci dit aucun étudiant n'a encore consacré sa thèse ou sa maîtrise à l'AGET, et si ce petit opus pouvait susciter des vocations de recherches, un de ses buts serait atteint.

Remerciements à Olivier, Luc, Julien et Julien, Laurent, Magali, Gaël, Vandine et tous les autres camarades qui ont aidé de près ou de loin la réalisation de cette ouvrage.

Merci aussi aux nombreuses personnes qui ont rédigé les guides, les maîtrises et brochures sur lesquels je me suis appuyé pour ce travail et que je ne peux pas tous nommer, citons simplement les maîtrises de R.Balducci sur mai 1968, de C.Canouet sur l'engagement étudiant et C.Cavarzère pour les étudiants à Toulouse avant la 1ère guerre mondiale.

Je dédie cette petite histoire à tous mes camarades qui ont à un moment ou à un autre lutté à mes côtés.

Introduction

L'AGET a une longue et glorieuse histoire, source de réflexion et d'inspiration pour tous les militants et tous les étudiants désireux de lutter.

L'AGET fière de près de 120 ans d'existence, peut se targuer d'être la première organisation étudiante créée à Toulouse et sans doute une des plus vieilles de France si ce n'est d'Europe. Mais qu'il ne s'agisse pas là de vaine gloire ou de pompeux orgueil pour les agétiens et les agétistes¹, si l'Agét peut regarder de haut les autres organisations c'est qu'elle a, à travers ses 12 décennies, connu les erreurs à la fois du corporatisme, des dérives petites-bourgeoises, de l'élitisme, du syndicalisme partisan, de la cogestion, de la collusion, de l'électoratisme, du gauchisme. Toutes ces erreurs, tous ces égarements, toutes ces impasses pour les étudiants n'auront pas réussi à couler l'AGET qui a toujours réussi petit à petit et de manière progressive à sortir de ces pièges où tant d'autres ont disparu, pour se muter en une organisation étudiante au service des étudiants, qui après de nombreuses luttes et scissions c'est définitivement orientée sur la seule voie possible et salutaire pour les étudiants, celle du syndicalisme de lutte.

L'histoire de l'AGET nous montre, par les erreurs et les victoires du passé, les chemins à éviter et ceux à suivre. L'histoire de l'AGET est riche en enseignements, c'est une lecture indispensable pour tout étudiant et militant.

SEULE LA LUTTE PAIE !

¹ Agétiens pour les Stals et Agétistes pour les Anars...

Première partie : 1886-1947

le bal des étudiants

I Toulouse, ville étudiante

Rien n'aurait existé de l'AGET sans l'existence à Toulouse d'une structure universitaire de quelques importances qui justifient la permanence d'une population étudiante. A la fin du XIX^{ème} siècle, la bourgeoisie toulousaine consciente de la faiblesse industrielle de la ville prit le parti de développer la fonction universitaire de la cité. La décision s'appuyait sur le fait concret qu'il existait déjà à Toulouse une bonne base universitaire (depuis le Moyen Age), qu'il suffisait de développer.

A la fin du XIX^{ème} siècle Toulouse comptait 4 facultés : la fac de Science vite transférée de la rue Lakanal aux allées St Michel, cette fac connut une expansion très marquée grâce au prix Nobel Toulousain Paul Sabatier. A partir de 1900 il participe à la création de multiples instituts. La Fac de Lettre, à l'époque est la seconde faculté après Paris en nombre d'étudiants. Et surtout la Fac de Droit : la plus prestigieuse de toutes. Enfin la fac de Médecine créée par la municipalité elle-même.

Le contexte du retour à la République (depuis 1871) est évidemment favorable au développement des structures éducatives : Gambetta, Ferry, les radicaux de gauche et plus généralement les républicains ont toujours compris l'intérêt de développer l'enseignement en France. De 1879 à 1898 de nombreuses dispositions sont prises à l'échelle nationale : liberté individuelle et démocratisation de la scolarité, laïcisation de l'enseignement, élimination du personnel ecclésiastique, enseignement pour les jeunes filles, enseignement primaire gratuit et obligatoire, bourses pour les méritants, programme « national », etc...

Cependant l'accès à l'université reste très difficile, le prix d'une année d'étude (coût globale à l'époque) représente un an de travail salarié ouvrier. Ce qui limite le nombre d'étudiants potentiels. Les étudiants de Toulouse sont encore peu nombreux avant la première guerre mondiale.

Effectifs étudiants:	1886	1910
Droit	825	1355
Lettre	120	363
Science	95	903

De plus si on analyse les origines familiales des étudiants en droit en 1910, on peut clairement affirmer que l'université est réservée à une élite de notable Toulousains (même s'il y a des étudiants venant des villes voisines et même de Bulgarie et de Russie) :

21,7% fils de proprio

40,8% profession libéral

16,3% fonctionnaire

10, 3% petit bourgeois.

D'ailleurs pour ceux qui prétendent qu' une université réservée à l'élite a forcément de bons résultats et des taux de réussite extraordinaire voici le taux d'échec des différentes facultés : 30% en droit, 60% en lettre, 40% en science (Nous laisserons le lecteur comparer avec la situation actuelle).

Dans les années de l'après deuxième guerre mondiale, Toulouse connaîtra une croissance économique importante et une spécialisation progressive dans des technologies avancées voire de pointe. Cette nouvelle orientation ne renie en rien la fonction universitaire de Toulouse, au contraire, les préoccupations d'accès à l'université, portées par la Résistance à la libération et le développement des aides sociales et la création du Crous en 1948, permettent à de nombreux bacheliers d'entrée toujours plus nombreux dans les universités toulousaines.

Alors qu'après guerre il n'y avait que quelques milliers d'étudiants sur Toulouse, ils sont 30 000 en 1962 et 33 000 en 1968, dont l'origine familiale peut ainsi être caricaturée :

42% fils de patron et cadres sup.

30-32% classe moyenne

11 à 13% fils d'agriculteur et d'ouvrier agricole

7 à 9% d'ouvrier.

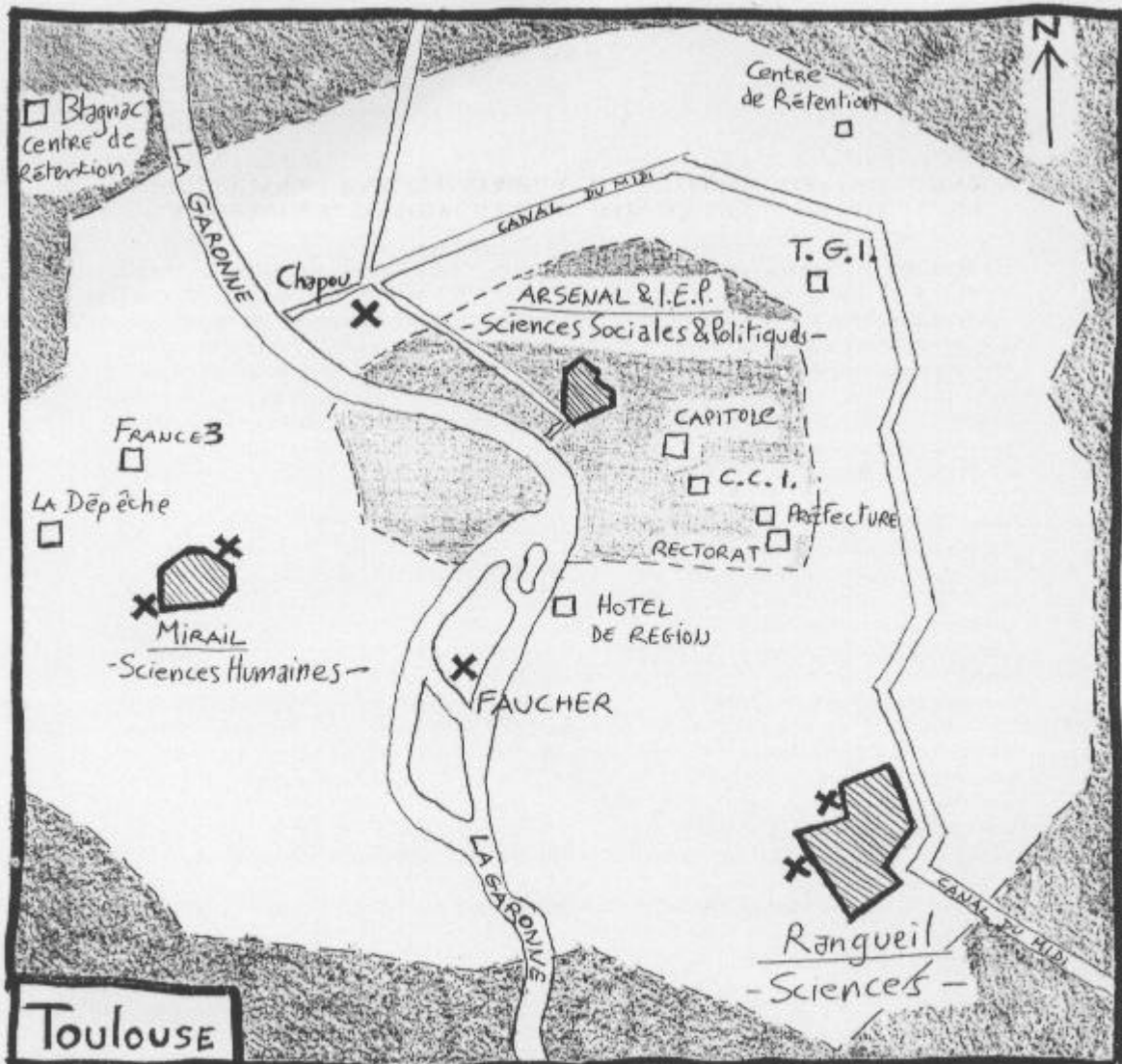
Avec, pour la rentrée 1967-68, 33 000 étudiants , la population étudiante de Toulouse représente 1 habitant sur 10.

La surcharge est criante en lettre : 9600 étudiants, dans cette fac, la surface par étudiants est ainsi de 0, 40m² au lieu des 4 m² exigé par la norme , pour cette raison la fac de lettre déménagera dans les années 1970' du centre ville vers le quartier du Mirail, (décision prise le 15 février 1965).




Les années 1980' et l'arrivée au pouvoir d'une politique visant à amener 80% d'une classe d'âge au bac provoque évidemment un gonflement des effectifs étudiants, surtout que l'académie de Toulouse a un taux de réussite au bac assez élevé (77% en 1990). De plus l'apparition d'un chômage de masse pousse les jeunes à faire des études : les facs toulousaine sont surchargées.

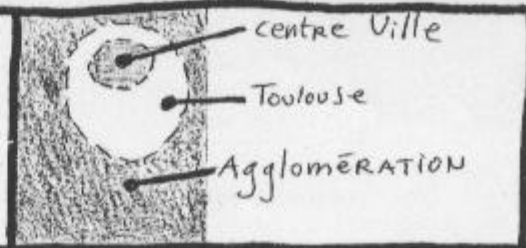
	1983-84	1989-1990	1993-1994
UT1	12 481	13 207	16 730
UT2	14 678	19 788	25 748
UT3	19 352	20 194	23 930
Total (+ Grande Ecoles, IUUFM, IUT, ...)	60 665	70 370	91 444

En l'an 2000 Toulouse dépassait ainsi la barre des 100 000 étudiants. (Arsenal 16 000 IEP 1000/ Mirail 28 000 (alors que fac prévu pour 8000) / Rangueil 30 000). Toulouse qui a toujours souhaité devenir la deuxième ville universitaire de France, est aujourd'hui un des pôles majeures de l'enseignement supérieure en France et en Europe.



Toulouse

-  Université
-  Cité universitaire
-  Autres Lieux importants



II « défendu aux étudiants de s'organiser »

«défendu aux étudiants... de former entre eux aucune association,
sans avoir obtenu la permission des autorités locales. »

Article 20 de l'Ordonnance du 5 juillet 1820

Pendant longtemps, à Toulouse comme dans le reste de la France les étudiants ont représenté un danger pour le pouvoir issu de la Restauration. La Monarchie rétablie après l'échec de la Révolution et de l'Empire Napoléonien, regardait, à juste titre les étudiants comme de dangereux ennemis. Dans toutes les révolutions des années 1830' et 1840' les étudiants représentaient par leur essence même ceux qui luttent pour la reconnaissance du mérite plutôt que la reconnaissance des ordres. La république contre l'ancien régime.

Les étudiants n'avaient ainsi aucun droit de s'organiser ni même « d'agir ou d'écrire en nom collectif ».

L'établissement de la IIIème république en 1871 et son renforcement définitif en 1877 change le point de vue du pouvoir vis-à-vis des étudiants considérés désormais comme pilier de la République, pilier de la Nation.

En 1881 la liberté de réunion et la liberté de la presse sont instaurées.

L'article 20 précédemment cité est supprimé le 30 juillet 1883 , à cette date les étudiants ont ainsi le droit de s'associer. Le but du pouvoir est ainsi de donner consistance au corps étudiant de donner une apparence publique à l'élite de la nation. Cependant si les étudiants ont le droit de s'organiser ils ne peuvent pas le faire n'importe comment : seulement dans le sens du pouvoir.

A Toulouse, à la demande des étudiants, sous le contrôle de l'université et avec le soutien de *La Dépêche*, l'idée d'une association est lancée. Décidée le dimanche 9 mai 1886, annoncée par la dépêche le 16 mai 1886, c'est le 21 –28 juin qu'est célébrée la naissance de l'Association

Générale des Etudiants de Toulouse. Elle réunis les étudiants des 4 facultés et ceux des beaux-arts ainsi que les élèves de l'école vétérinaire et 50 profs en tant que membre honoraires.

Issus de comités temporaires d'étudiants pour bals de charité (des hiver 1885 et 1886), l'AGET reçoit vite (grâce à la loi de juillet 1896 et de juillet 1897) une subvention de 600 F. La première association toulousaine étudiante, acceptée par les autorités et dotée d'un budget, se donne pour but , selon son article 2 de « resserrer les liens de solidarité et établir un centre de relation amical entre tous ses membres, de prendre en main les intérêts légitimes des étudiants, de provoquer et d'organiser des œuvres de bienfaisances. » Totalemment corporatiste, la politique de l'AGET de l'époque cherche à apporter des avantages moraux et intellectuels à ses adhérents, elle a une bibliothèque de 1500 livres et 88 périodiques, elle possède une salle de musique avec piano, un billard et de nombreux jeux, du matériel photographique, permet la pratique de multiples sports et met à disposition des étudiants démunis un service médicale gratuit. A noter les jeunes femmes sont rigoureusement interdites dans les locaux².

L'A.G.E.T. à l'époque n'a rien de politique ni de syndicale : « l'association s'interdit rigoureusement toute discussion ou manifestation touchant aux questions politiques et religieuses. » Créée contre le cloisonnement et l'esprit de corps qui séparait les étudiants des différentes facultés, l'association essaye par ce corporatisme de briser le caractère individualiste des étudiants, de forger un idéal commun : le salut de la patrie et l' animation des universités.

² Une association séparée sera créée pour les étudiantes en 1911

III L'AGET-SET (la jet-set ha ha)

La petite association d'enfants de notables organise , en plus de la gestion quotidienne des locaux, essentiellement des bals, des carnivals, des tombolas, des rencontres aux cafés...

Le bal de l'Aget, en hiver, est des plus réputés, il commence par une manifestation au flambeau autour de la ville, se poursuit par un concours de costume devant des invités de premier choix : le maire, les doyens, le préfet, les généraux, le recteur, les procureurs et juges de la ville. Les bénéficiaires finançaient des œuvres de charité pour les plus démunis et les pauvres de la ville... Le Bal de l'Aget a toujours été salué de manière élogieuse par *la Dépêche*.

On pourrait se demander alors, à juste titre, s'il existe des luttes étudiantes à l'époque ?

Il existe tout d'abord des luttes politiques où les étudiants s'engagent. Par exemple de manière unanime les étudiants se rassemblent le 30 juin 1911 dans un meeting patriotique, contre les attaques anti-française de la presse allemande. En 1893 le groupe des étudiants socialistes se forme à Toulouse, arrivant même à réunir une A.G. de 500 personnes en février 1894 (dont 1/5 d'ouvrier.) Ce groupe réunit les socialistes révolutionnaires, les socialistes catholiques, les socialistes indépendants, il est influencé par le parti ouvrier Guediste. De l'autre côté de l'échiquier politique, est fondé en 1896 la ligue antisémite, dirigé par un étudiant en droit.

L'AGET se démarque des chahuts politiques, se refuse toutes tendances politiques. Cela provoque des scissions : en 1888 une scission à l'AGET provoque la création de la ligue républicaine des étudiants (organisée autour du journal *le Midi Fédéral*, à la fac de lettre)...

Cependant des luttes proprement étudiantes concernant des revendications étudiantes ont bel et bien existé. En 1887 une mobilisation se met en place contre le rétablissement des frais d'inscription en droit (qui avait été supprimés en 1880), manifs, pétition ; lettre à Jean Jaurès, prise de contact avec des étudiants parisiens mobilisés pour les mêmes raisons : la mobilisation, sans doute la première du genre est un échec, les droits d'inscription sont rétablis. En 1894 une petite grève à la fac de médecine se déclenche pour obtenir le respect des jours de congé. En 1909 des chahuts et

des monômes essayent de lutter contre le favoritisme et contre les dispenses de baccalauréat obtenues par quelques bourgeois.

Les scissions affaiblissent l'AGET : de 500 adhérents en 1895, l'association passe à 150 en Avril 1899. En 1898 sur 328 étudiants en droit seul 36 étaient à l'AGET, sur 368 étudiants de médecine, 27 seulement adhéraient à l'Association. Elle se retrouve avec un déficit de 925 F ! En réalité, les étudiants semblent adhérer uniquement lors des périodes de fête, et ne paient donc leur cotisation que quelques mois dans l'année³. L'AGET de plus subit la concurrence de 6 autres associations : le stade Olympien, le cercle Catholique, les Amicales, de nombreux autres bals font concurrence à celui de l'AGET.

Malgré la crise qu'elle traverse l'AGET demeure et en 1906 est invitée au Congrès international des étudiants qui a lieu à Milan. Evidemment il ne s'agit pas là d'un congrès syndicale ou politique, mais de bals et de compétitions sportives.

L'année suivante, le 4 mai 1907, à Lille, est créée l'UNEF, Union nationale des étudiants de France, dont le but est d'unifier les différentes A.G.E. de France. Là encore il ne s'agit pas de politique mais toujours de billard, fêtes, bals et carnivals. Reconnue d'utilité publique le 16 mai 1929, l'UNEF à bientôt les moyens d'absorber toutes les corpos de France. Pendant la Deuxième guerre mondiale, un tournant se réalise, alors que certaines directions collaborent et dressent des listes d'étudiants juifs, des sections de l'UNEF se dressent contre le pouvoir: les étudiants de Grenoble et Lyon se battent les armes à la mains. A Toulouse par contre l'AGET-UNEF se fait construire un nouveau local par le gouvernement de Vichy. A la libération, rien ne saura plus jamais comme avant.

³ (2 F / mois et 3F l'entrée)

**Deuxième partie : 1947-1997,
AGET le syndicat étudiant**

IV la politisation de l'UNEF

L'année universitaire 1946-1947 est l'année des 60 ans de l'AGET, c'est aussi l'année décisive de la Charte de Grenoble. L'UNEF se définit désormais comme un syndicat de transformation sociale, elle reconnaît l'étudiant comme un « jeune travailleur en formation » et de fait ne se contente plus seulement de la simple défense des intérêts matériels et moraux des étudiants. En 1948 la Mnef est créée et l'aide sociale se développe grâce aux Crous.

L'Unef, syndicat national des étudiants avec, en 1950-1960, 100 000 adhérents, représente 50% des étudiants. Ses premières luttes s'orientent contre la suppression du sursis pour les militaires, de fil en aiguille l'UNEF s'engage clairement contre le colonialisme, la crise de la guerre d'Algérie (1960-1962) et l'opposition ouverte de l'UNEF à l'O.A.S. amène la sortie, hors de l'organisation, des éléments les plus droitiers.

En 1968, l'organisation regroupe encore 50% des étudiants, mais la mémoire des luttes contre les guerres coloniales s'est émoussée, l'Apathie domine et le corporatisme, tendance toujours présente semble avoir repris le dessus sur la tendance politique

Mai 68 à Toulouse, ...

A cette époque la carte de syndiqué, d'obligatoire (garantissant ainsi des services) devient un geste militant (ce n'est plus l'Association mais l'Etat qui doit garantir le cadre de vie de l'étudiants), de manière prévisible les adhésions sont en baisse. De plus au début des années 1960' une magouille financière de l'UNEF avec le resto Universitaire à gravement contribué à salir l'image du syndicat. . La tendance corporatiste a très vite repris le dessus (voir photo plus loin), après un joli concours on élit *Miss A.G.E.T.*, la lutte semble bien loin des préoccupations... jusqu'à ce que le président de l'AGET-UNEF parte à Bonn (dont l'Université est jumelé à celle de Toulouse).

En février, à Bonn, le président de l'AGET-UNEF rencontre le S.D.S. (dans le contexte mondial de l'époque il faut associé le S.D.S. allemand au Zengakuren Japonnais, l'avanguardia operaia, etc...). La direction toulousaine de l'UNEF s'initie de nouveau ainsi à la contestation politique.

Le célèbre attentat contre le fameux agitateur Rudi Dutschke provoque un sentiment de solidarité à son encontre à Toulouse : le 23 avril 1968 une manifestation unitaire regroupe 100 étudiants. Le 25 avril 400 étudiants occupent l'amphi Marsan, Daniel Ben Saïd descend de Nanterre et explique la situation parisienne aux Toulousains. Les CRS interviennent sur la décision collégiale de Godechot, Richard et Peyrefitte, face à la répression, les étudiants concernés créent le mouvement du 25 avril, le M25A⁴ dont un des leaders est le président démissionnaire de l'AGET-UNEF. Le M25A réussit le 3 mai à organiser une assemblée libre de 600 étudiants hors de la fac.

Le 7 mai 1500 personnes (pro et anti- mouvement) se réunissent dans le jardin de la faculté de droit, il s'ensuit une manif de 3000 personnes vers le rectorat, puis rue Gambetta à la hauteur du Lycée Fermat de violents heurts accrochent les manifestants avec la police, il y a plusieurs blessés.

En réponse aux violences et aux événements nationaux, le 9 mai un meeting intersyndical est organisé, 3000 personnes sont présentes. L'AGET-UNEF essaye alors de reprendre en main le mouvement étudiant et de marginaliser le M25A, qui résiste.

Le 13 mai 50 000 personnes, réunissant grévistes, étudiants, travailleurs, partisans, élus, etc... manifestent à Toulouse. De nombreuses AG étudiantes et le boycott des cours se multiplient. Ranguel suit l'exemple de la fac de lettres, en droit par contre La FET (fédération des étudiants de Toulouse, de droite) organise un contre mouvement le « 14 mai ». qui dénonce « le terrorisme de l'UNEF ». Des manif rassemblant étudiants et ouvriers grévistes se multiplient (depuis le 13 mai les entreprises spontanément vote la grève). Le 18 mai le centre culturel est occupé pendant 2 jours.

Le 21 mai le nombre de travailleurs en grève sur Toulouse atteint le chiffre de 100 000. Le 22 mai une AG de science à Ranguel regroupant 2000 personnes se rallie à une marche sur la mairie pour demander des subventions et l'érection d'un pouvoir communal, le capitole se barricade, ils n'obtiendront que les subventions.

Le 27 mai lors des accords de Grenelle, 50 000 manifestants manifestent, le retour à l'ordre ne tarde pas à revenir : le 31 mai est créé un comité de défense de la république, le soir 200 fascistes attaquent la faculté de lettres occupée, des ouvriers viennent aider les étudiants. La nuit du 9/10 juin des coups de feu sont tirés sur la fac retranchée, le 10 juin lors d'une manif un violent clash se produit avec des CRS fatigués venant de Paris, des gaullistes viennent les aider, c'est la nuit des barricades version toulousaine. Sur 176 interpellés 88 sont étudiants. Le 30 juin De Gaulle gagne les élections et le 8 juillet la police entre à Ranguel et à la fac de lettres.

⁴ en analogie avec le M22M de Nanterre.



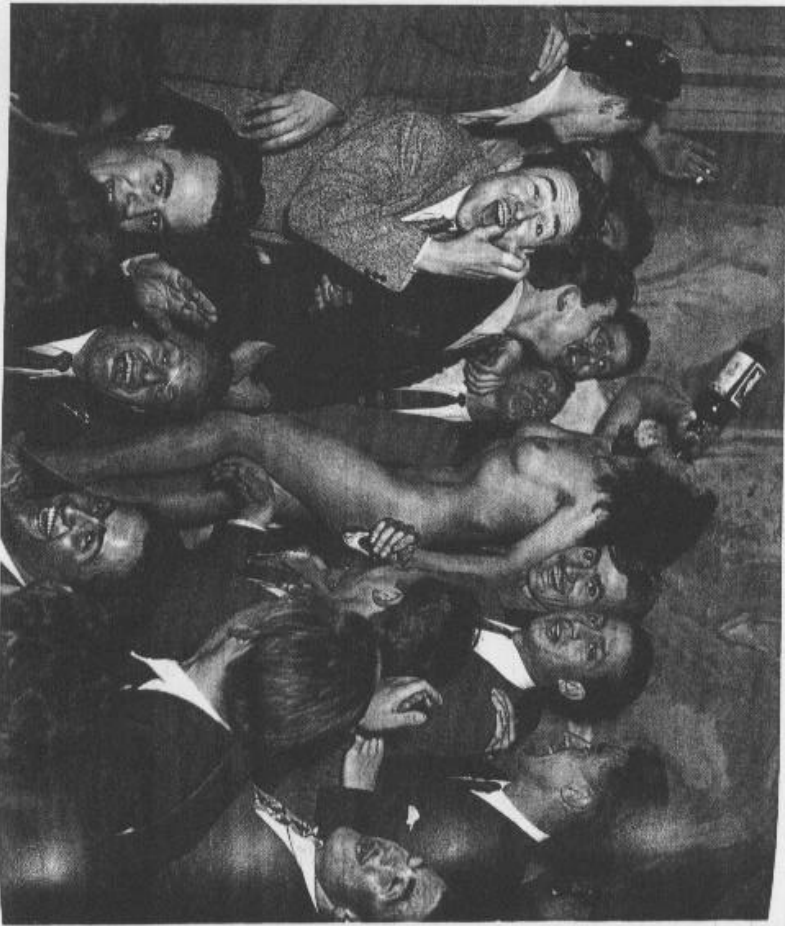
C'est la fin de deux mois d'occupation, pendant lesquels les amphis ont été rebaptisés et la fac administrée par un comité de coordination. Jours et nuits la MFL (Milice Fac de Lettre) gardait les locaux. Alors que la présidence transportait au château du Mirail les documents importants, les étudiants organisaient des « journées portes ouvertes » et éditait un journal. Le ravitaillement était organisé par le comité de liaison étudiants ouvriers et paysans (CLEOP). Les étudiants qui ont eu la moyenne dans l'année ont été admis sans examens.

Mis à part l'obtention d'une représentativité étudiante au sein des Conseils d'Université, 1968 a surtout eu un impacte sur le syndicalisme étudiant. La dépolitisation de l'UNEF avant 1968 en a fait une coquille vide qui avec les « événements de mai » a explosé en plusieurs tendances : UNEF Renouveau, UNEF Unité Syndicale (Trotskiste), UNI (droite gaulliste) ,...

Sur Toulouse l'AGET-UNEF rassemble tout d'abord assez largement les militants (coco, socialo, chrétiens de gauche) , mais une scission intervient en 1971 et AGET-UNEF se scinde en deux l'AGET-UNEF Renouveau et UNEF US. Sur Toulouse en 1976 l'AGET-UNEF (renouveau et ex-renouveau) , s'oriente clairement vers le PCF, elle doit faire face à UNEF AJS ou UNEF US (unité syndicale , trotskiste). Dans les années 1980' le fossé entre les deux organisations s'élargit l'AGET étant affilié à l'UNEF (SE -solidarité étudiante) et l'UNEF US/AJS devenant UNEF ID (indépendant et démocratique) . En 1980 l' UNEF-Id se constitue clairement comme hostile à l'UNEF puis en 1986 tombe sous la coupe du PS, alors qu'elle avait été à ses début affiliée à l'extrême gauche. Tout cela explique la fameuse phrase de G.Marchais toujours très fier de l'exemple des étudiants toulousains : « l'AGET-UNEF c'est l'syndicat où c'est qu'y a qu'des communistes. »

AVANT 68
↓

APRES 68 →



V L'AGET-UNEF

L'orientation politique des différentes organisations est bien marquée et bien connue, toute lutte syndicale est désormais liée aux luttes nationales et les luttes syndicales sont liées à la situation politique du pays en lui-même. Les étudiants en sont conscients et pour cette raison, durant cette période, ils revendiquent la mise en place de structures et de coordination a-politique.

Cependant malgré ces réserves, l'AGET-UNEF a été de toutes les luttes des années 1970', 1980', 1990', contre les principales réformes, pour l'aide sociale, contre le service militaire, pour les étudiants étrangers, contre le FN dans les années 1990'. Et bien sûr aussi l'AGET participe aux combats plus locaux comme la défense de Casabonne, militant de l'UNEF pro-basque emprisonné après avoir été arrêté le 6 juillet 1987.

Durant ces années, les mouvements étudiants s'appuieront beaucoup sur les lycéens (futurs étudiants) en échange, plusieurs fois l'AGET aidera les lycéens, en 1976 par exemple en leur prêtant une vieille Ronéo Vietnamienne pour un journal lycéen, ou encore en octobre 1990 en prêtant ses locaux pour une coordination lycéenne⁵

La Lutte de 1976

La réforme du 2^{ème} cycle du 16 janvier 1976, provoqua une crise majeure à Toulouse. Le 5 février la grève est votée. Le 12 le recteur Chalin est séquestré, une manif de 10 000 personnes déboule dans les rues de Toulouse. Un Comité de lutte est lancé en décembre par l'AGET-UNEF, les facs sont occupées, le 11 mars aura même lieu une formation militaire pour le S0. Le syndicat s'affiche, c'est une période d'élections.

De nombreuses coordinations nationales et journées d'actions nationales sont organisées par l'UNEF. Dans ce mouvement l'AGET a le mauvais rôle, celui du garde fou, qui sera reçu par le gouvernement, puis le 26 avril et le 2 mai c'est l'Unef qui appellera à la reprise des cours. Les maoïstes du G.O.P., les trotskistes des AJS et les spontanéistes de l'Union ouvrière s'opposent à cette tutelle, malgré les appels unitaires à manifester et les montées communes à Paris.

5 mois de grève se déroulent ainsi à Toulouse, les combats contre les CRS comme à Paris (8 et 15 avril), provoquent à Toulouse de nombreuses arrestations (26 étudiants à Toulouse le 13 avril), le 15 à Toulouse à la suite de la manif organisée par l'AGET-UNEF et le SNESUP SGEN, la fac

est occupée lors de la nuit, les étudiants créent *la dépêche du Mirail*. Le 23 avril, est une journée porte ouverte. Le 22 mai le Mirail célèbre la fête de la Reynerie, le mois de mai et juin voient l'annulation de nombreux examens.

En guise de récompense pour sa conduite, la section de Toulouse a l'honneur d'organiser le 29/30 mai le 63^{ème} congrès National de l'UNEF.

La Lutte de Novembre- décembre 1986

La loi Devaquet supplante la réforme Savary (1982-83 autonomie des universités, création des 3 conseils). La loi Devaquet est portée par René Monory au début de 1986, la réforme passe au CNESER en juin 1986, elle prévoit l'abandon des diplômes nationaux, des droits d'inscription librement fixés et la sélection à l'entrée des facs.

Dès Octobre, suivant l'appel de Caen, la grève est votée à Villetaneuse Paris XIII. Le 17 novembre 1986, au Mirail, la LCR tente des réunions, c'est un échec. Le 22 novembre l'UNEF ID essaye à son tour de mobiliser, des « Etats généraux étudiants » se réunissent à la Sorbonne. Le mouvement semble être lancée, la FEN appelle à manifester le 23 : 100 000 personnes répondent à l'appel.

Au Mirail le lundi 24 novembre les étudiants sont nombreux dans l'A.G. de l'amphi 2 : la grève est votée jusqu'au 27, un comité de grève est érigé, mais rien ne bouge dans les autres facs.

Le 25 : 2500 personnes se réunissent en AG à Paul Sabatier, toujours rien à l'Arsenal, les lycéens viennent grossir les rangs des manifs. Le 27 : 15 à 40 000 individus manifestent à Toulouse le service d'ordre impeccable surprend tout le monde : aucun incident n'est à signaler. Les étudiants sont soutenus par les grosses centrales syndicales et les partis politiques.

Du 28 novembre au 4 décembre, face au silence du gouvernement a lieu une radicalisation, les lycéens quittent leur bahut, le président du Mirail M.Bertrand s'affiche même aux côtés des étudiants contre la loi, de même dans une moindre mesure celui de Ranguel, M.Conte, alors qu'un « Comité pour la liberté d'étudier » (CLE) est créé à la fac de science Sociale et cherche à briser le mouvement, l'Anti-mouvement est soutenu par la présidence de M. Isaac. Lep et Insa se mettent aussi en grève. Face à la contestation croissante Monory renvoie son projet.

⁵ Parti de St Gaudens, le mouvement des lycéens d'octobre 1990 obtiendra quelques milliards de francs pour la rénovation de leur lycée.

Dans l'optique du 4 décembre une collecte d'argent à grande échelle est organisée pour aller à Paris (Péage, ventes, braderie, badge, T-Shirt) : 98 000 fr. sont récoltés, les étudiants ouvrent un compte à la BNP : 2000 étudiants toulousains peuvent partir à Paris.

Le 4 décembre : 50 000 personnes manifestent à Capitole dans le calme et à Paris les toulousains sont reçus par Monory, des violences policières éclatent. Malgré le retrait du projet le mouvement continue.

En effet les violences policières font des victimes, Malik Oussékine étudiant est tué par les flics. Le 5 décembre 1986, en signe de protestation 1500 à 2000 manifestants de manière spontanée défilent dans les rues de Toulouse. Le lundi 8 décembre, une minute de silence est respecté dans les entreprises et les facs de Toulouse, le mouvement étudiants s'oriente vers la lutte contre le racisme. A Toulouse 25 à 30 000 jeunes manifestent dans un silence de mort. Chirac est obligé d'enterrer en personne et définitivement le projet. Le 10 décembre 25 000 personnes manifestent en signe de victoire, puis c'est la reprise des cours.

Luttes de 1987, 1988, ...

Aux automnes 1987, 1988 et 1989, de micro mouvements auront lieu pour, dans un contexte de gonflement des effectifs étudiants, critiquer l'insuffisance du budget.

Le 28 octobre 1987 au Mirail, l'UNEF-ID se veut combative, le 30 octobre, à Paul Sabatier les étudiants en éducation physique se mettent en grève. Le 18 novembre c'est le tour des étudiants en informatique, puis des historiens du Mirail qui font voter la grève au Mirail. Mais arrivée au 26 novembre seules quelques personnes font grève, le 10 décembre 5000 manifestants (essentiellement lycéens) marchent dans Toulouse, le 17 décembre il ne sont plus que 1000 personnes, après, c'est les vacances...

L'automne 1988 Jospin (ministre de l'éducation) lance une discussion : qui reste purement trans-syndicale, sur les réformes à faire. Au Mirail, la fac qui grossit la plus vite sur Toulouse (+10% à la rentrée 1988), les étudiants boudent la consultation. Le 21 novembre 1988 ils sortent du Mirail et manifestent, Jospin prudent donne « 1500 heures » de plus pour le Mirail, logiquement le nombre de manifestants augmentent : le 23 novembre, ils sont 1000 et le 1^{er} décembre 3000 étudiants criant « Jospin des sous » dans Toulouse. Le gouvernement lâche « 5000 heures » et 30 millions de francs pour le Mirail, les étudiants sont satisfaits.

Les luttes de 1992 à 1995

En mars 1992 la « réforme Jospin » a la mauvaise idée de vouloir remanier le nombre de Deug du Mirail de 35 à 12 et de remanier quelques lycées. Le 23 février 1992 : l'AGET-UNEF lance la grève au Mirail, ouvertement contre Jospin, le mouvement se déroule en plein contexte électorale étudiant mais aussi en contexte électorale en haute Garonne. Pour la seule fois de son histoire l'AGET-UNEF voit se ranger à ses côtés le Celf, l'uni, les corpos et le RPR 31, l'UNEF ID par contre mitigée et fait plutôt bon accueil au projet. Le 19 mars 1992 : il y a 12 000 manifestants au Capitole, le 17 mars 1992 les étudiants de Paul Sabatier bloquent la route de Narbonne. A cette date arrive Jack Lang au affaires culturelles et scolaires, le projet Jospin est retiré. L'AGET-UNEF appelle à une manif le 7 avril, c'est un échec seuls 200 lycéens sont présents.

En novembre 1993, Sarkozy, ministre du budget décide d'une révision de l'ALS (allocation logement) qui passe de 920 F à 300 F par mois pour les étudiants. A cette rentrée le Mirail connaît un pic record de + 11,8% d'augmentation du nombre d'étudiants, Paul Sabatier 7, 5% (alors que jusque là 2 à 3% seulement par an) et même l'Arsenal augment (+1000 étudiants). Le 21 octobre 1993 au Mirail et à Rangueil, l'AGET-UNEF et l'UNEF-ID appellent à une manif le 3 novembre. La mobilisation est un échec au Mirail, on se tourne vers les lycéens pour « gonfler » les effectifs. Le 9 novembre 10 000 personnes manifestent (dont 1/3 de Lycéens), le projet de lois est retiré par Fillon (ministre de l'enseignement supérieure). Le 15 novembre jour de vote du budget, les étudiants manifestent, peu de monde participe et finalement le 19 novembre quelques irréductibles de Rangueil (éduc.Physique) font un péage pour montée à Paris voir Fillon.

La lutte de mars 1994 : Le C.I.P.

Le 17 décembre 1993 la Loi Falloux (sur le changement de statut de l'école publique et de l'école libre) pousse 10 000 manifestants dans les rues de la ville rose. Le 16 janvier 1994, c'est 1 million de personnes qui manifestent à Paris, devant une telle claque le gouvernement ne peut que reculer. Cependant l'année universitaire n'est pas terminée, la lutte de décembre n'était qu'un « échauffement ». Le 23 février 1994 la fac de Toulouse III (Rangueil) ferme pour protester contre le manque de crédit.

Le 23 et 24 février 1994, le Contrat d'Insertion Professionnel est mis sur la table par le gouvernement de Balladur, cette réforme connu aussi sous le nom de « Smic jeune », prévoit des

contrats de travail de 6 mois à 1 an payé 30 à 65 % du SMIC pour les non diplômés et 80% du Smic pour les diplômés⁶.

Le 3 mars 1994 les étudiants des IUT de Toulouse se mettent en grève illimitée (les IUT représentent en tout 4500 étudiants). Le 17 mars lycéens et salariés se lient au mouvement , l'AGET-UNEF participe à la coordination local. Le 22 mars 1994 un défilé de 500 étudiants et Lycéens occupe la gare Matabiau puis organise un Péage à Labège. Le 25 mars à Paris et à Lyon les manifestants affrontent les CRS. A Toulouse 15 000 personnes manifestent et les CRS ne chargent que le 26. Devant l'escalade du conflit, le 30 mars Balladur retire le projet du CIP. Le 31 mars à Toulouse une dernière manif rassemble de 2000 à 3000 personnes.

L'année suivante, les IUT arrive à faire reculer une autre réforme. En janvier et février 1995, la circulaire Bardet (concernant les IUTet prévoyant la séparation des fillières techniques, classiques et professionnelles) suscite de vivent réactions : les IUT toulousains partent en manifestation : 2500 personnes sont réunis. Le 10 février Balladur retire le projet.

Les trois sections de l'AGET-UNEF

A Rangueil, université de 300 000 m², la section AGET est comme il a été montré plus haut relativement active, les luttes des IUT, des étudiants en éducation physique, et celles contre les grandes réformes permettent à la section de démontrer ses pratiques militantes. Peut-être plus que dans les autres sections, l'UEC à Rangueil, domine l'AGET.

Au Mirail, construit dans les années 1970', la section de l'AGET est aussi évidemment participante des nombreuses luttes qui agitent de manière désormais fameuses les étudiants en lettres et sciences humaines, les « turbulents sauvages du Mirail ». Même si la section peut se targuer d'obtenir lors des élections 40% des voix et 20 élus, un tract de rentrée de 1996 destiné à expliquer ce qu'est l'AGET à 28 000 étudiants laisse tout de même percevoir les faiblesses de l'AGET-Mirail le nombre d'encartés est très faible : « 74 adhérents ».

La section AGET de l'Arsenal-IEP plus connue sous le nom du « soviet de l'IEP » mérite un développement plus long que pour les précédentes sections. La plus récente des sections AGET (créée en 1991-1992) il s'agit aussi d'une des sections les plus « tape à l'œil », évoluant dans un environnement hostile et conservateur la section a su développer à fond l'arme de la propagande

⁶ Projet lancé sous prétexte qu'à l'époque il y a 25 % de jeunes au chômage.

pour pouvoir s'implanter, laissant dans la mémoire collective étudiante, universitaire et toulousaine une trace indélébile.

L'Arsenal-IEP s'est constitué à partir de 3 militants d'origines idéologiques variées, soutenus par la suite par des apports communistes (JRE, coco libres et JOC, ...).

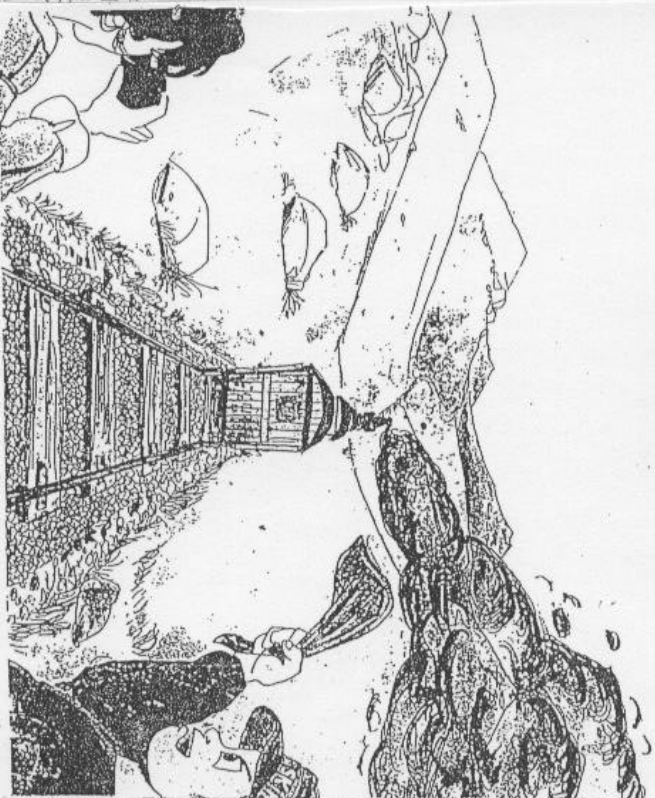
Par des moyens géniaux de propagande, affiches subversives non-signées, affiches pro-soviétiques et ultra communistes (jouant sur « la peur du rouge »), commémorations diverses (la mort de Lénine), l'AGET arrive à s'implanter dans le paysage IEPien et Arsenalien, à faire front à ses ennemis les plus extrémistes et à prendre la place de première organisation syndicale de l'IEP.

**T'AS PAS VOTÉ
AGET ?**



**EMPORTE DES
VÊTEMENTS CHAUDS !**

**T'AS VOTÉ
POUR UNE AUTRE
LISTE ...**



RON VOYAGE !

Les ennemis « naturels » de l'AGET sont évidemment les crabes de l'UNEF ID qui se désagrègeront en 1996, les gaullistes du UJP. , les droitiers du CELF (déclinant en 1992), l'UNI (lié au RPR), le GUD, l'Action Française, le FNJ, le RE (lié au F.N.), etc... Face à l'AGET ces groupuscules ont parfois des comportements dangereux, en 1994 des coups de feu ont été tirés (en septembre et en décembre) sur le local de l'AGET, blessant le portrait du Che accroché à la fenêtre ; Le 14 décembre 1995 15 fafs ont attaqué de nombreux étudiants lors d'une soirée de résultats électorales. En guise de réponse et de manière pacifiste l'AGET tient en janvier 1996 des meetings anti-fascistes.

En terme de lutte, la section participe en 1992-93 à une campagne pour la gratuité des transports, et en janvier 1993 à la mise en place de bourses IEP, plus tard l'AGET Arsenal-IEP est assez solide pour commémorer en 1996-1997 les événements du 17 octobre 1961, et rendre hommage aux partisans du FTP MOI. En réalité malgré un « Folklore stalinien de base » la section n'était pas un syndicat de lutte, malgré des discours radicaux, peu ou pas de mobilisation n'ont vu le jour à l'Arsenal IEP, même si lors des mouvements sociaux de 1995 les locaux sont « surfréquentés ».

Cependant l'AGET gagne la confiance des étudiants et leur voix. Le 22 janvier 92 , puis en 1993 et 1994 l'AGET à science-Po s'implante avec deux élus, en 1995-96 3 élus (presque 4) et en 1996, l'AGET avec 4 élus devient ainsi le 1^{er} syndicat de l'IEP. C'est l'apothéose, mais que faire ?

TU ETAIS D'UN AUTRE BORD POLITIQUE, TU ETAIS SCEPTIQUE PAR RAPPORT À NOTRE PROGRAMME...VOIRÉ FRANCHEMENT HOSTILE, TU AVAIS DES IDÉES DIFFÉRENTES DES NÔTRES, TU MILITAIS AU CELF...OU AILLEURS, TU DÉFENDAIS UN AUTRE PROJET POUR L'IEP, TU CROYAIS EN D'AUTRES VALEURS...



Vers la fin de l'AGET-UNEF

Au milieu des années 1990 l'AGET sur Toulouse reste encore une « bonne machine » avec 300 cartes et 20 à 40 militants. Présente sur les trois facs, l'AGET participe aux luttes et aux élections. Cependant à y regarder de plus près, de 1986 à 1995 les mobilisations étudiantes sont avant tout des forces d'opposition et pas de proposition : les étudiants avec l'appuit de l'AGET arrivent à mettre en échec beaucoup de réformes. Mais par la suite, la faiblesse des syndicats et la trahison des directions nationales va permettre au pouvoir de réaliser ses ambitions. Face aux réformes et à la trahisons des directions nationales successives, la structure syndicale de l'AGET s'écroule hyper vite. Avec l'apparition d'un rival (SUD) en 1995 sur le terrain syndical (palliatif à la crise de l'AGET) l'Association générale des étudiants de Toulouse se désintègre, le syndicat se ferme à quelques habitués, la pratique militante se perd et en 1997 il est même possible d'assister à des tournois de bellote ou à des séances de jeu vidéo dans les locaux de ce qui fut la glorieuse AGET.

**Troisième partie: 1997-2004,
la nouvelle étoile**

VI de l'AGET-UNEF à l'AGET-FSE : un exemple de recomposition syndicale.

Comment en est on arrivé là et comment , tel un phénix, l'AGET réussit-elle à renaître de ses cendres?

La crise et la sortie de l'AGET de l'UNEF est dû aux erreurs de l'UNEF: en novembre-décembre 1995 et en 1998, alors que l'UNEF ID tente de casser la grève, l'UNEF, elle, est totalement dépassée par les évènements.

Les étudiants et en premier lieu les militants s'aperçoivent vite que les deux UNEFs non seulement sont dépassées, mais qu'en plus rien ne distingue l'une de l'autre en ce qui concerne le bouleversement de l'enseignement supérieur qui depuis 20 ans cherche systématiquement à casser le système public de l'enseignement supérieur français.

Le Rapport Laurent, qui accorde l'autonomie financière et décisionnelle des facs, la loi Savary du 26 janvier 1984 (autonomie pédagogique et financière), la réforme de 1994 de Pasqua (concernant le conditionnement du budget à un projet d'établissement préalablement défini), les réformes Bayrou en 1996, le rapport Fauroux, la semestrialisation, la capitalisation et la compensation avancées par Bayrou en 1997, le rapport Guillaume et en 1998 le rapport Attali sous le ministère d'Allègre ainsi que la loi sur l'innovation du 12 juillet 1999 (permettant la création d'entreprise dans les facs) sont le penchant français des réformes libérales qui touche l'Europe et le Monde dans le but de transformer l'éducation supérieur publique en un vaste marché de l'enseignement gérer par l'offre et la demande,...

Face à cette menace de privatisation gallopanche, les étudiants en 1998 se mobilisent massivement contre le plan U3M et le rapport Attali: à Amien et Montpellier, mais aussi au Mirail où les piquet durs sont posés, 1/3 des facs de France sont ainsi en effervescence, dans les autres facs comme à Chambéry la désinformation circule : il ne se passe rien ailleurs, il n'y a que des mao-staliniens qui s'agitent comme d'habitude, quant au réformes elles sont pas si mal,...tel est le discours de l'UNEF-ID de l'époque, tout comme en 1997 l'UNEF-ID défendait la réforme Bayrou... Que fait l'UNEF à l'époque ? Depuis 1997 rien. Ayant perdu toute ligne syndicale, et n'ayant plus aucune réflexion de fond sur les réformes, elle prépare sa réunification avec l'UNEF ID !

La réunification UNEF-ID et UNEF, après de perpétuelle reculade à lieu en juin 2001. La nouvelle UNEF réunifiée, se reconnaît par la pratique locale : cogestion, collaboration, et carriérisme.

La réunification aboutit à la création d'une « machine tentaculaire » mettant en pratique le concept de cogestion généralisée (conseil, mnef, MDE, Crous, etc...), sa tendance au corporatisme et à l'acceptation des réformes provoque la mort du militantisme dans cette organisation plus préoccupée par la carrière personnelle de ses membres que du salut des étudiants et de l'université. En 2001 l'UNEF devient la seule organisation syndicale étudiante reconnue par Jacques Lang (P.S.).

Sur la question de l'UNEF et des réformes, l'AGET implose: en 1997 l'AGET IEP-Arsenal quitte l'UNEF et forme l'AGET ASL (Alternative pour un Syndicalisme de Lutte) , l'AGET Mirail à la suite du congrès de Pantin (juin 1998: 79 ème congrès de l'UNEF) sort de l'Union Nationale avec les sections de Pau, Grenoble et Limoge pour créer le syndicat S.E. (Solidarité étudiante) : l'AGET Mirail devient l'AGET-SE le 26 avril 1999, en guise de vengeance le service d'ordre de l'UNEF à Toulouse, lors du 1er mai attaque les militants de l'AGET, montrant que comme pour les sans papiers à Paris la nouvelle UNEF préfère la répression à toutes autres formes de diplomatie. Et pour finir en Juin 2000 l'AGET-UNEF Ranguel devient UNEF Ranguel. A cette date l'AGET UNEF n'existe plus. Et les deux sections AGET restantes (SE et ASL) ne sont même pas dans le même syndicat. Chacune de ces sections ne compte alors plus que quelques encartés, des militants se comptant sur les doigts d'une seule main et le tout gravitant autour d'un ou deux Leaders charismatiques...

Pourtant de ce chaos syndical les militants de l'AGET guidés par le principe du syndicalisme de lutte, se battent de manière acharnée sur le terrain locale et nationale. La flamme ne s'est pas éteinte, la recomposition syndicale peut commencer. Partout en France outre SE et ASL, la réunification de l'UNEF avait provoqué des schismes et des scissions, des micros fédérations très localisées faisaient ,comme les Toulousains, de la résistance: Oxygène, Unef-Résistance Syndicale, le SEUL, la FSE, etc... La tâche étant alors d'unifier les différentes fédérations régionales pour créer un grand syndicat étudiant de lutte pour faire contre-poids à l'UNEF. De Congrès en Congrès, de discussions en débats, de rencontres nationales en rencontres nationales, l'AGET Arsenal-IEP et l'AGET Mirail se réunifient (novembre 2001), les sections SE rentrent dans la FSE (juillet 2003) et à l'octobre 2003 l'AGET reprend pied à Ranguel par la création de l'AGET-FSE Ranguel.

L'AGET, 3 ans après son éclatement, a réussi à « résusciter », solidement installée sur les 3 facs, l'AGET est aussi une des plus fortes sections de la Fédération Syndicale Etudiante (FSE)⁷. La rupture avec l'Unef a apporté un air frais, de nombreux militants excités de participer à la création d'un grand syndicat national sur des bases saines, ont chaque années régénéré l'AGE et le syndicalisme étudiant à Toulouse.

« La Révolution de l'AGET : de l'AGET-UNEF à l'AGET-FSE »

AGET-UNEF Mirail	AGET-SE Mirail (avril 1999)	AGET-FSE Mirail juillet 2003
---------------------	-----------------------------------	------------------------------------

AGET-UNEF Arsenal/IEP	AGET-ASL Arsenal/IEP 1997	AGET-FSE Arsenal/IEP juin 2001	AGET-SE Arsenal/IEP Nov.2001	AGET-FSE Arsenal/IEP juillet 2003
--------------------------	---------------------------------	--------------------------------------	------------------------------------	---

AGET-UNEF Rangueil

AGET-FSE Rangueil Octobre 2003

VII Sur la voie du syndicalisme de lutte...

Luttes et réformes

Bien évidemment l'axe central des luttes de la nouvelle AGET est le combat contre les réformes et en premier lieu le rapport Attali. En octobre 1998, au lendemain du grand mouvement,

⁷ [depuis avril 2004 (élection du CROUS) la FSE est la 6^{ème} organisation nationale étudiante et le 3^{ème} syndicat étudiants, elle compte de nombreuses section dans toute la France: Pau , Bordeaux, Toulouse, Limoge, Montpellier, Lyon, Paris, Caen, etc...]

l'AGET-Mirail dénonce le rapport Attali et la « professionnalisation, la secondarisation, la commercialisation, et l'endoctrinement libéral ». A la rentrée 1999-2000, la même section organise une conférence sur les réformes proposées par Allègre en détaillant le rapport Attali, le plan U3M et les licences-pro, mais aucun mouvement n'éclate. De même en 2000-2001 où la section Mirail organise un blocage symbolique de la Fac « déposez-vos cerveaux à l'entrée », en décembre 2001 une grande banderole est déployée à l'IEP « Non à la privatisation ». Les décrets d'application des ECTS et du LMD sournoisement publiés en avril 2002 sont aussitôt analysés par les militants de l'AGET, à la rentrée 2002-2003, de cette analyse sort une réflexion aboutie publiée sous la forme de tract « privatisation de l'enseignement : comprendre pour mieux combattre ». Le 26 septembre 2002 le nouveau ministre de l'éducation, Luc Ferry effectue une visite surprise au Mirail, les militants de l'AGET sont là pour l'accueillir, on lui reproche (entre autre) la suppression de 20 000 aide-éducateurs et de 5600 surveillants. Les militants AGET surveillants s'investissent alors dans les collectifs MI-SE tandis que d'autres organisent sur les facs la journée d'action nationale du 17 octobre. Un mouvement de grande ampleur alors se déclenche.

Au Mirail, très vite la grève est votée et reconduite jusqu'aux vacances de Noël, pendant plusieurs jours les piquets de grève durs sont installés, la salle du conseil d'administration et la fac entière est occupée nuits et jours pendant 1 mois et demi. Un journal est créé de nombreuses vidéos sont tournées, etc... Un conflit violent se développe entre les grévistes et les anti-grévistes soutenue par la présidence et des activistes de droite.

A l'Arsenal, l'AGET lance là aussi un comité de mobilisation, une AG interfac est organisée et des débrayages d'amphis sont effectués, à Rangueil le mouvement se propage aussi, et les lycéens en solidarité avec leur surveillants et les étudiants manifestent en masse. Des cortèges déboulent alors dans les rues du centre ville. Malgré cela, isolé du reste de la France, le mouvement échoue. En janvier 2003 Rangueil ferme quelques jours pour protester contre budget insuffisant, malgré les espérances le mouvement ne repart pas. Signe de défaite et réalisation des funestes prédictions: en février 2003 Pernod Ricard achète la chaire d'économie de Toulouse.

Le combat contre l'autonomie des ECTS et le LMD reprend à la rentrée 2003-2004, pris au piège d'une déformation médiatique qui laisserait supposer que la moitié des facs en France seraient en mouvement (en réalité 2 ou 3 étaient effectivement en grève) les militants de l'AGET ont l'impression au Mirail de participer à des A.G. Spectacles où le jeu semble être joué d'avance, et pour cause les

coordinations sont sabotées par l'UNEF, Ferry annonce tout de même le retrait provisoire du projet d'autonomie des universités...

Luttes et étudiants étrangers.

Un autre grand axe du syndicalisme de l'AGET est tournée vers le soutien aux luttes des étudiants étrangers. S'il existe depuis 1968 des procédures d'étudiants étrangers d'expulsion du territoire pour causes d'agitation politique, ce n'est que depuis les années 1990' qu'avec les lois Pasqua-Debré-Chevènement, les étudiants étrangers sont victimes en masse de l'arbitraire de l'Etat, qui oblige les universités à contrôler la régularité des étudiants étrangers. Beaucoup se trouvent en situation irrégulière étant donné que pour avoir un visa étudiant il faut une carte d'étudiant et que pour avoir une carte d'étudiant l'étranger doit avoir un visa étudiant! Ce cercle vicieux a été volontairement mis en place pour transformer l'université en une machine infernale xénophobe. Les étudiants irréguliers étant pourchassés comme des criminels, arrêtés, conduits dans des camps de rétention et expulsés manu militari.

En novembre 1999 l'AGET soutient le CDEE (Collectif de défense des étudiants étrangers) , le 29 mars pour attirer l'attention sur le sort qui est réservé dans le pays des droits de l'homme à de simples étudiants le collectif séquestre, dans la salle du C.A. du Mirail, 3 inspecteurs généraux de l'Education Nationale, les CRS interviendront, à la demande de Romain Gaignard au bout de 7 heures⁸, suite aux violences policières, pendant 10 jours , l'amphi 3 est occupé, l'AGET, contrairement à d'autres syndicats comme SUD refuse de faire campagne en avril (élections aux 3 conseils) et préfère soutenir les étudiants étrangers. Ce choix est fructueux car il met l'AGET au contact de l'AGEN (Association Générale des étudiants de Nanterre) qui apporte à l'AGET une base théorique et un profond exemple de réflexion syndicale.

Dans la continuité de cette lutte l'AGET-Mirail coorganise le 21 mars 2001 une conférence-débat-concert sur l'immigration et les sans papier, avec le M.I.B., l'Agen, riposte, chaîne étudiante, et le soutien d' Azarif et Karim. Une affiche, la même année est aussi réalisée « liberté d'étudier et de circuler ». En 2001-2002 la tentative de relancer le CDEE est un échec.

Début 2003 pour venir en aide à un étudiant étranger arrêté, détenu et menacé d'expulsion, l'AGET mobilise 200 étudiants et arrive à recueillir 2500 signatures. Le 7 et 14 mai dans la foulée

⁸ [la porte défoncée de la salle du C.A. Se trouve au local du Mirail.]

l'AGET organise à l'Arsenal et au Mirail des conférences d'info sur les sans papier et la lutte à St Bernard en 1996.

Luttes et aide sociale

L'aide sociale et la lutte contre la précarité étudiante est de manière tout à fait logique une des priorités de l'AGET, en mars 2000 une campagne dénonçant la prostitution en milieu étudiant est organisée. En 2000-2001 grâce à l'aide de l'AGET le CDEE obtient 20 chambres à tiers prix pour des étudiants étrangers en situation critique. En novembre 2000, la précarité étudiante est dénoncée lors d'une A.G. appelée par l'AGET, une opération RU gratuit est organisée, ainsi que des métros gratuits et une manifestation au rectorat. La contestation s'arrêtera là.

Le 21 septembre 2001 l'explosion de l'usine AZF secoue la ville rose, les conséquences pour les étudiants de Toulouse sont catastrophiques. Les cités U des Humanités, et Daniel Faucher, sont sinistrées ainsi qu'une grosse partie de Rangueil et du Mirail. L'AGET échoue à faire imposer le remboursement des frais d'inscriptions mais son action soutenue auprès du comité de résidents de la cité universitaire Les Humanités permet l'exonération de trois mois de loyer et l'obtention d'une aide FSU pour tous.

En janvier 2003 pour « fait de solidarité » un étudiant de la cité Chapou est expulsé, il hébergeait deux autres personnes dans le besoin, l'AGET arrive à réintégrer les trois étudiants concernés. La même année l'Association arrive à prolonger le bail de 12 personnes en difficultés financières et juridiques.

Luttes et anti-impérialisme.

L'Anti-impérialisme est enfin la dernière thématique dont l'AGET s'est fixé de vulgariser les principes dans le milieu étudiant, dès 1998-1999 l'Association manifestent contre les bombardements de l'OTAN en Serbie aux cris de « ni OTAN, ni Milosevic ». En 1999-2000 les laboratoires du Mirail Gral et Ipéalt organise un colloque au mois de mai sur l'Amérique Latine. Tout pourrait sembler respectable si ce n'est que les invités sont pour certains complices de la répression anti-Zappatiste du Chiapas tel Eraclio Zepeda (au ministère de l'intérieur de 1994 à 1997, et qui serait responsable de 111 morts parmi la population civile indienne), un collectif regroupant plusieurs organisations sensibles à la situation zappatiste décide alors d'interdire le « colloque de la honte ». L'AGET participe à ce collectif, qui n'arrivera pas à faire annuler le colloque qui se tiendra à

huit clos dans un couvent près de Lavar. Le Chiapas reste encore à l'honneur en 2001-2002, le 6 février l'AGET organise une soirée hommage à Digna Ochoa, assassinée par les forces gouvernementales en octobre 2001, le 3 avril de la même année en coopération avec le CSPL, l'AGET organise une soirée-débat sur la Palestine et contre le sionisme. En 2002-2003, le 17 octobre 2002, l'AGET coorganise la venue d'une militante du mouvement Rawa (mouvement des femmes Afghanes). Actualité oblige, l'AGET mobilise aussi contre la guerre en Irak, 200 personnes répondent à l'appel et pour finir en 2003-2004 commémore en mars les 42 ans de la fin de la guerre d'Algérie avec un débat et une projection du film « La bataille d'Alger ».

Au delà de ces grandes thématiques, l'AGET se bat sur de nombreux fronts. Le 21 avril 2002 au côté du personnel de l'université et pendant 2 semaines, l'AGET se mobilise et mobilise les étudiants sur la thématique anti-fasciste. Durant cette mobilisation l'Association apporte son point de vue « combattons le fascisme d'où qu'il vienne » et focalise l'action étudiante sur les quotas ségrégationnistes établis par le Crous sur le nombre d'étudiants de certaines nationalités dans les chambres de cités U. Le 1^{er} mai 2002, l'AGET se trouve coude à coude dans un grand cortège unitaire avec le CSPL, le SCALP, la Croc...

De plus comme lors de l'année 2002-2003 pour la défense des retraités mis à mal par le ministre Fillon et comme en 2003-2004 pour la défense de la sécurité sociale, l'AGET lutte aux côtés des travailleurs d'une part dans les manifestations unitaires, mais aussi d'autre part, comme en mai-juin 2003, sur les piquets de grève au côté du personnel gréviste.

L'AGET se bat aussi pour une seconde session en octobre en Mirail en plus de la session de septembre en 2003 pour les étudiants qui du fait des mobilisations de juin n'avaient pas pu passer à ce moment là leur examens.

Au delà de ces luttes titanesques, les sections de l'AGET grâce aux permanences et aux « tables » se donne aussi pour but de répondre aux problèmes d'inscriptions, de bourses, d'harcèlements, d'examens, d'évaluations, etc... Ces démarches courantes sont traitées grâce à un travail quotidien fourni par les militants.

Face à ce militantisme, à cet engagement sincère aux côtés des étudiants et des luttes sociales, l'AGET a su établir un lien privilégié et sans cesse croissant entre l'AGET et les étudiants. L'augmentation du nombre de syndiqués mais surtout l'augmentation continue d'étudiants soutenant

les listes de l'AGET aux élections prouvent que le syndicalisme de lutte est la seule voix juste et susceptible d'apporter des victoires à répétition.

Opposé à la cogestion, la présence d'élus AGET aux conseils des 3 universités se justifie par le besoin d'accéder à l'information qui circule dans ces conseils et de permettre aux sections de garder leur locaux⁹. Cette situation permet parfois de se retrouver dans des positions surprenantes comme lors de l'année 2000-2001 à l'université du Mirail où les élus de l'AGET refusant de prendre part au vote de l'élection du président d'Université, empêche le seul candidat en liste M.Rémy Pech, d'obtenir la majorité nécessaire à son élection, la situation perdure ainsi pendant 2 mois, pendant 10 tours de scrutins R. Pech ne pourra pas être élu, il faudra pour cela qu'il reçoive le soutien des voix des syndicats droitistes normalement opposés à son élection.

⁹[ceci dit, la section Mirail en 1999 avait délaissé les élections aux conseils d'UFR et aux conseils Centraux, puis jusqu'à récemment avait pris habitude de ne pas faire campagne le jour de élections. La singularité de la section Arsenal-IEP quant à elle réside dans le fait de ne pas accepter les subventions auxquels donnent droits leur nombre d'élus, au nom de l'indépendance de la section]

Bilan : vigilance est de rigueur

Le rétablissement de l'AGET ces dernières années, le succès de ses luttes, de son organisation, de sa progression sur Toulouse ne sont pas le fruit d'un miracle, de l'air du temps ou une chose qui va de soi. Non ! Le succès de l'AGET est dû à l'énergie colossal que les militants investissent chaque semaine dans leur syndicat. La réussite est proportionnelle à l'investissement des bénévoles qui chaque jours se relliaient pour aider les étudiants, tout en suivant eux-même leur propres études et, pour beaucoup d'entre eux, devant en plus travailler pour financer leur études. Si l'AGET est toujours plus proche des réalités concrètes des étudiants et de leur aspirations, c'est parce que ses membres, ni demi-dieu ni dopés à l'EPO, ne sont rien d'autres que des étudiants comme tous les autres, qui ont pris conscience de la puissance de l'action collective et de l'interêt d'une défense commune.

Cependant si le syndicat tire sa force de son côté humain, c'est aussi là, la source de ses faiblesses. Si les syndiqués ne prennent pas en compte leur faiblesse par rapport aux problèmes internes , qui agitent toute camaraderie, tout l'effort accumulé ces dernières années pourrait être balayée en une ou deux années. Voilà le seul ennemis de l'AGET bien plus redoutable que des armées de profs enragés, des légions de fachos armées de gourdins ou qu'une trentaine de compagnie de CRS,...face à ces problèmes là, l'AGET est invulnérable.

GLOIRE GLOIRE GLOIRE !

LONGUE VIE A L' A.G.E.T.!